

Affaires urbaines

● (2010)

J'ai l'honneur de représenter à la Chambre des communes une circonscription en grande partie rurale. Les ministres d'État chargés des Affaires urbaines nous ont promis, l'un après l'autre, de remédier à la situation. Je suis sûr que les membres du NPD, du parti conservateur ou du parti libéral, où qu'ils siègent à la Chambre des communes, pourraient dire exactement ce que je vais dire maintenant. Nous avons voté des millions et des millions de dollars à la Chambre, et ces fonds sont engloutis dans les secteurs urbains avant même qu'on en vote pour les régions rurales. Sous certains rapports, il n'est que juste que les secteurs urbains d'un pays comme le nôtre aient la priorité sur les secteurs ruraux, mais pas à un point tel que les habitants des régions rurales ne puissent rien réclamer du Trésor lorsqu'il s'agit d'emprunter à la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Le ministre a parlé aujourd'hui du programme d'aide pour l'acquisition d'une maison. Je ne voudrais pas le dénigrer, mais ce programme dure depuis quelque temps déjà et je constate que bien peu de Canadiens à revenu modeste y ont recouru ou ont pu satisfaire aux exigences requises, étant donné qu'aux termes de ce programme, le coût d'une maison, une fois les calculs terminés, ne peut dépasser, paraît-il, \$26,000. À l'exception importante de Montréal et de sa banlieue, il n'y a pas une seule grande région urbaine où l'on puisse acheter une maison avec un terrain convenable pour \$26,000. Que l'on s'adresse à qui que ce soit, de ce côté-ci de la Chambre ou de l'autre, ou encore à des fonctionnaires qui travaillent dans le domaine du logement, nous savons que vers la fin du siècle actuel, la demande de logements aura doublé.

Mais il y a pire encore: le prix moyen d'une maison vendue dans les villes canadiennes en 1973 a augmenté de 20 p. 100 par rapport au prix de 1972. Quel est l'autre aspect à considérer dans la question de l'achat d'une maison de nos jours? D'une extrémité à l'autre du pays, avant même de songer à s'acheter une maison, il faut, dans la plupart des cas, avoir un revenu de \$17,000 par an. Que faut-il penser après cela de la politique humanitaire du gouvernement, pour ce qui est d'assurer des logements raisonnables à la plupart des Canadiens? Nous l'avons répété cent fois, un logement raisonnable pour tout le monde est un objectif primordial sur le plan socio-économique.

M. Basford: Est-ce que vous avez un programme?

M. Graftey: Si vous prenez la peine de le lire attentivement et entièrement, vous pourriez constater que notre programme est positif.

M. Basford: Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) n'a même pas lu le programme.

M. Graftey: Dans les brefs délais qui me sont impartis, monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de faire une litanie de problèmes, mais il suffit qu'un député retourne dans sa circonscription, qu'elle soit urbaine ou rurale, pour constater qu'outre l'inflation et la mauvaise administration de la caisse de la Commission d'assurance-chômage, le logement est un problème-clé dont parlent tous les Canadiens. Quelle est la réponse de notre gouvernement et du ministre? Une autre étude de 100 millions de dollars. Tout ce que le gouvernement actuel et les gouvernements libéraux précédents ont fait, c'est nous donner une litanie ou un dictionnaire de ce que j'appellerais des procédures de

[M. Graftey.]

remise à plus tard, en effectuant des études d'ensemble au lieu de prendre des mesures.

M. Corbin: Vous êtes en train de tuer le temps.

M. Graftey: Si j'ai l'air de tuer le temps, je comprends que cela soit vexant pour les députés libéraux de l'arrière-ban. Ils voient venir la fin. Qu'a fait notre gouvernement à l'égard du logement? Nous avons eu des commissions royales d'enquête et des conférences fédérales-provinciales. Nous avons eu un symposium sur l'habitation sous la direction d'un M. Nicholson. Il y a eu des enquêtes parlementaires, des livres verts, des livres blancs et des commissions d'études. Nous avons eu l'expérience du Collège Pestalozzi et celle du Collège Rochdale.

Considérons brièvement la liste des études réalisées—des études, pas des mesures—sous le gouvernement et le ministre actuels. Je constate que les députés de l'arrière-ban ont l'air gênés car je suis certain que leurs commettants leur ont parlé des problèmes de logement. Il y eut, en 1971, une étude sur le logement au Canada, les structures de marché et le rendement des politiques. En janvier 1969, une autre étude a été réalisée par la Commission d'étude sur le logement et l'aménagement urbain. Puis vinrent les programmes prévus aux termes de la nouvelle loi sur l'habitation, en 1971, et la conférence fédérale-provinciale sur l'habitation.

Celui-ci est obscur: Politique future et développement par le ministre actuel. Nous avons eu une conférence annuelle sur le logement et l'urbanisme. Nous avons eu la conférence sur le développement du Canada médian. Nous avons eu les statistiques du logement au Canada, la Société centrale d'hypothèques et de logement, son rapport annuel, de même que des extrapolations pour l'avenir. Nous avons eu toutes les études possibles avant celle-ci de 100 millions de dollars. Puis vient l'étude spéciale sur le programme de logement à prix modique de 200 millions. Nous avons eu une étude de planification des emplacements pour maisons mobiles. Nous avons eu un examen du rapport loyer-revenu pour les logements sociaux. Nous avons eu une étude sur le logement et la population par le Conseil canadien du développement social. Puis, il y a eu l'étude par Architecture Canada. À également eu lieu une enquête sur l'utilisation des 200 millions par le Conseil canadien du développement social.

En 1968, j'ai eu l'honneur de représenter le chef de l'opposition (M. Stanfield) dans le groupe de travail fédéral qui étudiait le logement et les affaires urbaines.

M. Basford: Qui le présidait?

M. Graftey: Le très honorable et progressiste ministre de l'époque. Si le gouvernement avait tenu compte de ce rapport et écouté le ministre, il s'en trouverait beaucoup mieux, croyez-moi.

M. Basford: Qu'en avez-vous dit à l'époque?

M. Graftey: Si le ministre voulait bien lire le compte rendu, il saurait ce que j'en ai dit. Sans parti pris, j'ai dit que c'était un excellent rapport. Mais le premier ministre (M. Trudeau) encouragé par l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) prétendit alors qu'il n'y avait pas la moindre crise du logement au Canada. Je doute que le premier ministre ait visité beaucoup d'économiquement faibles de l'Atlantique au Pacifique.

● (2020)

J'aimerais revenir à mon thème qu'au cours du périple de ville en ville du groupe d'étude nous avons entendu